

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		<b>ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS</b>
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé.  Les abonnements et annonces sont payables d'avance. La ligne ..... 80 frs  Minimum ..... 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum ..... 250 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
<b>Prix du Numéro par porteur ou par Poste :</b> Togo, France et autres pays d'expression française ..... 100 frs Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

**CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME**

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### ARRETES ET DECISIONS

##### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1988

6 mai — Arrêté n° 45/INT/SG-APA-AP portant suspension d'un chef de village. .... 348

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1988

2 mai — Décision n° 328/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation des Nations Unies (O.N.U.). .... 348

2 mai — Décision n° 329/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'office de secours et des travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). .... 348

2 mai — Décision n° 330/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation mondiale de la Santé (O.M.S.). .... 349

2 mai — Décision n° 331/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de maître BRUCE B. Kodjo. .... 349

5 mai — Décision n° 332/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du centre des Nations Unies pour les établissements Humains (CNUEH). .... 349

5 mai — Décision n° 338/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit de l'ambassadeur du Togo à Paris. .... 349

5 mai — Décision n° 339/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'environnement et du tourisme. .... 349

5 mai — Décision n° 340/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre des affaires étrangères et de la coopération. .... 349

5 mai — Décision n° 341/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit de la direction générale des affaires sociales et de la condition féminine. .... 349

5 mai — Décision n° 344/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications. .... 350

5 mai — Décision n° 345/MEF/CFS accordant une subvention au budget de fonctionnement de l'Université du Bénin. .... 350

5 mai — Décision n° 346/MEF/CFS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministre de l'environnement et du tourisme. .... 349

19 mai — Décision n° 367/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministère du plan et des mines. .... 350

Arrêté et Décision portant nominations. .... 350

##### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, détachements, constatation d'absence irrégulière et rappel à l'activité. .... 350

##### MINISTERE DU PLAN ET DES MINES

Arrêtés portant nominations. .... 352

### DIVERS

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1988

2 mai — Arrêté n° 212/MEC/CR portant concession d'une pension de retraite à M. SEGBAYA Kossi Eli. .... 353

2 mai — Arrêté n° 213/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. GNONFAM Kondi. ....	353
2 mai — Arrêté n° 214/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BATCHATI Bawubadi. ....	353
2 mai — Arrêté n° 215/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOLIKO Tsofo Kossi. ....	354
2 mai — Arrêté n° 216/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de feu AKAKPO Fiogbé. ....	354
2 mai — Arrêté n° 217/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu KPELEVI Kwadzo Mawuenyega. ....	354
2 mai — Arrêté n° 218/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AGBAGLO Kokouvi Agbéké. ....	354
3 mai — Arrêté n° 220/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. NAKPANE Nassam. ....	355
5 mai — Arrêté n° 222/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu NANDA Laré. ....	355
11 mai — Arrêté n° 223/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. IDRISOU Sakibou. ....	355
13 mai — Arrêté n° 224/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AKOUMANY Kossivi (Joseph). ....	355
17 mai — Arrêté n° 225/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu NIKOUE Kouété Clément. ....	356
17 mai — Arrêté n° 226/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOKOU Mawulékoumi Hankoui. ....	356
17 mai — Arrêté n° 227/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. DACEY Gomowou Kwasi Mawulé. ....	356
17 mai — Arrêté n° 228/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AKAKPOSSA Gbakpenou. ....	356
17 mai — Arrêté n° 229/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. ALI Alassani. ....	357
17 mai — Arrêté n° 230/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. HOVI Kokou Mawuna. ....	357
17 mai — Arrêté n° 231/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AMAIZO Foli Lolo Senyon. ....	357
17 mai — Arrêté n° 232/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. SOGA Passagado. ....	358
17 mai — Arrêté n° 233/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AKLIAN Amouzou Kossi. ....	358
18 mai — Arrêté n° 235/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mlle AKPATA Akossiwa Honam. ....	358
18 mai — Arrêté n° 236/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AMAH Abayi Magniwékim. ....	358
18 mai — Arrêté n° 237/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AMAH Kpacha. ....	358
18 mai — Arrêté n° 238/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. SOLITOKI Eso-Méwè. ....	359
18 mai — Arrêté n° 239/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme SOPOH Sémého, épouse AKAKPO. ....	359
18 mai — Arrêté n° 240/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. CADASSOU Kokou Yédécy. ....	359
18 mai — Arrêté n° 241/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AMOUZOU Houndjo Y. Mewakpo. ....	359
18 mai — Arrêté n° 242/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. TCHAKINGUENA Adjito Gnozigbé. ....	359

#### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant ouverture de concours et admissions aux concours. ....	359
--	-----

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### ARRETES ET DECISIONS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

##### Suspension d'un chef de village

Arrêté n° 45/INT/SG/APA/AP du 6-5-88 — M. Amaglo Kodjo, chef du village d'Ahépé-Notsè (préfecture de Yoto), est suspendu de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois pour faute grave.

Pendant la durée de sa suspension, l'administration du village sera confiée à un conseil de notables nommé par le Préfet de Yoto à (Tabligbo).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

##### Autorisations de paiement

Décision n° 328/MEF/FCS du 2-5-88 — Est autorisé tant la part contributive du Togo au titre de l'année 1988 (72 413 \$ EU) et le solde dû pour l'année 1987 (64941,93 \$ E.U.) à l'organisation des Nations-Unies (O.N.U.)

le paiement de la somme de trente neuf millions cent quarante six mille cent soixante quinze (39.146.175) francs CFA soit l'équivalent de 137,355 dollars E.U., représentant

Cette somme sera mandatée et virée à United Nations General Fund Deposit.

Account N° 015-005291 ouvert à la CHEMICAL BANK United Nations Office

New-York, N.Y. 10017-USA.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 rubriques :

ONU ..... 35.000.000

Contributions Imprévues ..... 4.461.175

et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 329/MEF/FCS du 2-5-88 — Est autorisé le paiement de la somme de deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA représentant la contribution volontaire du Togo au titre de l'année 1988 à l'office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWA), PO. Box 700-Vienne (Autriche).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36400.115 R ouvert à la B.I.A.O. Lomé pour être ensuite transférée audit Organisme par le PNUD.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision 330/MEF/FCS du 2-5-88 — Est autorisé le paiement de la somme de huit millions quatre cent quatre cent quatre vingt dix sept mille huit cent quarante cinq (8.497 845) francs CFA, soit l'équivalent de 29817 dollars E.U. représentant la part contributive du Togo au titre de l'année 1988 et le reliquat de l'année 1987 à l'organisation mondiale de la Santé (O.M.S.).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire :

World Health Organization  
Account N° 1  
ABA N° 021080083  
The Federal Reserve Bank of New York  
33 liberty street  
New York, N.Y. 10045-U.S.A.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 331/MEF/FCS du 2-5-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA représentant le montant des honoraires dus par l'Etat togolais à maître Bruce B. Kodjo dans l'affaire de l'accident de circulation causé le 30 mai 1986 par le véhicule automobile RTG 5727 conduit par le nommé Tchagouni Moussa Assoumanou.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 3100984138 ouvert à la l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau l'engagement.

Décision n° 332/MEF/FCS du 2-5-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cent mille (100.000) francs CFA, représentant la contribution volontaire du Togo au budget du centre des Nations-Unies pour les établissements Humains (CNUEH) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 400 115 R ouvert à la B.I.A.O. Lomé au nom du PNUD qui est chargé de son transfert au CNUEH.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83 article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 346/MEF/FCS du 5-5-88 — Est autorisé le paiement au profit du ministre de l'environnement et du tourisme de la somme de cinq millions vingt huit mille six cent dix sept (5.028.617) francs CFA pour lui permettre d'éponger le découvert consécutif au financement de la garantie d'affrètement de BALAIR.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 32940229 88 ouvert à l'union togolaise de banque. (U.T.B) à Lomé.

La dépense est imputable sur le compte hors budget N° 902 22 «fonds de promotion et de développement touristique» gestion 1988, et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

### Débloques de crédits

Décision n° 338/MEF/DCO du 5-5-88 — Il est mis à la disposition de l'ambassadeur du Togo à Paris, un crédit de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA en vue de soutenir les activités socio- culturelles de l'Ambassade.

Le montant de ces fonds devant être conjointement géré par l'Ambassadeur, le délégué régional et le trésorier de la J.R.P.T. France sera mandaté et viré au compte bancaire n° 30002-00413-0000007041 X — 66 ouvert au crédit Lyonnais.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 339/MEF/DCO du 5-5-88 — Il est mis à la disposition du ministre de l'environnement et du tourisme, un crédit de neuf millions quatre cent mille (9.400.000) francs CFA en vue d'assurer le paiement des deux contrats d'entretien des bâtiments de son ministère au titre de l'année 1988.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 340/MEF/DCO du 5-5-88 — Il est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération, un crédit de onze millions six cent soixante mille (11.660.000) francs CFA pour l'organisation de l'assemblée Paritaire ACP — CEE.

Cette somme sera mandatée est virée au compte n° 480 260 ouvert au trésor-public.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 341/MEF/DCO du 5-5-88 — Il est mis à la disposition de la direction générale des affaires sociales et de la condition féminine, un crédit de quatre millions (4.000.000) de francs CFA pour venir en aide aux indigents pendant l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 00419 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

Le retrait de ces fonds sera soumis à la présentation au trésorier-payeur du Procès-verbal de la commission chargée de constater l'état d'indigence des personnes concernées.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 23, chapitre 95, article 00-00, paragraphe 65 « SECOURS AUX INDIGENTS » et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 344/MEF/DCO du 5-5-88 — Il est mis à la disposition du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications, un crédit de trente six millions (36.000.000) de francs CFA pour lui permettre de faire face aux frais de maintenance des différents équipements techniques du nouvel immeuble des travaux publics.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépense diverses imprévues).

Décision n° 367/MEF/DCO du 19-5-88 — Il est mis à la disposition du ministre du plan et des mines un crédit de neuf millions neuf cent quarante quatre mille trois cent quarante cinq (9.944.345) francs CFA afin de faire face aux frais d'entretien et de nettoyage de l'immeuble qui abrite la direction de la statistique et le centre national d'études et de traitement informatiques (C.E.N.E.T.I).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

#### Subventions

Décision n° 345/MEF/FCS du 5-5-88 — Une subvention de deux milliards cent quatre vingt onze millions deux cent mille (2.191.200.000) francs CFA est accordée au budget de fonctionnement de l'Université du Bénin au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles de cinq cent quarante sept millions huit cent mille (547.800.000) francs CFA et virée au compte n° 440-21 ouvert dans les écritures du trésor public.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 27, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

#### Nominations

Arrêté n° 221/MEF du 4-5-88 — M. Kwassi Klutse, directeur général du plan et du développement, est nommé membre du comité national du crédit en remplacement de M. Tamata Comlanvi Addra.

Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Le directeur national de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est chargé de l'application du présent arrêté.

Décision n° 333/MEF/F/DCOA du 2-5-88 — Est et demeure rapportée la décision n° 2197/MEF/FA du 14-11-1978 portant nomination d'un régisseur de caisse d'avance

M. Sama Tchendo, n° mle 034581-F, attaché d'administration de 2e classe 2e échelon, économiste de l'institut national de formation agricole (INFA) est nommé régisseur de la caisse d'avance dudit établissement en remplacement de M. Ayayi Ayivi appelé à d'autres fonctions.

M. Sama Tchendo devra justifier dans les formes réglementaires de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

### MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

#### Admissions

Arrêté n° 302/MTFP du 26-4-88 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Gadesseh Kossi Messan, n° mle 031480-J, les arrêtés n°s 1020/MTFP du 20 juillet 1981 et 596/MTFP du 6 avril 1983 portant nomination et titularisation.

M. Gadesseh Kossi Messan, n° mle 031480-J, titulaire du diplôme d'ingénieur technologue de l'école supérieure de mécanique industrielle de l'université du Bénin et du diplôme du centre international de perfectionnement professionnel et technique du Turin (formation d'enseignants techniques), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) à compter du 2 novembre 1981, date de sa prise de service et mis à la disposition du ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (section 21, chapitre 25 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 2-11-81 — professeur de 3e classe 2e échelon stagiaire
- 2-11-82 — professeur de 3e classe 2e échelon titularisé + AC 1 an
- 2-11-83 — professeur de 3e classe 3e échelon (indice 1600) AC : épuisée
- 2-11-85 — professeur de 3e classe 4e échelon (indice 1750)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 9 février 1988.

Arrêté n° 303/MTFP du 26-4-88 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de la police en qualité de gardiens de la paix 1er échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (section 15, chapitre 22 du budget général) :

Koza Codjo Samié

Sogoyou Aklasso.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 304/MTFP du 26-4-88 — Sont rapportés en ce qui concerne M. Tsogbé Deckor Kodjo, les arrêtés n°s 1655/MTFP du 15 novembre 1982, 430/MTFP du 8 mai 1987, 199 MTFP du 9 octobre 1987.

M. Tsogbé Deckor Kodjo, titulaire du « teacher's certificate A » est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C indice 550) à compter du 11 janvier 1982.

L'intéressé est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

La situation administrative de M. Tsogbé Deckor Kodjo est reprise comme suit :

11-1-84 — instituteur adjoint de 3e classe 2e échelon

11-1-86 — instituteur adjoint de 3e classe 3e échelon

11-1-88 — instituteur adjoint de 3e classe 4e échelon.

Arrêté n° 305/MTFP du 26-4-88 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de la police en qualité de gardiens de la paix 1er échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (section 15, chapitre 22 du budget général) :

Bessaga Bagoua Koubagla

Botcho Kpatcha.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

### Intégrations

Arrêté n° 310/MTFP du 26-4-88 — M. Tossou Worou, n° mle 029383-R, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C-indice 700), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP 2e degré) série concours, option : Histo-Géo, session des 16 et 17 octobre 1985, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1986 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 311/MTFP du 26-4-88 — M. Setsoafia Kalepe, Komi Dotsé, n° mle 021486-G, instituteur de 1re classe 1er échelon (catégorie B-indice 1150) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis au certificat d'aptitude au professorat dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG), série concours, session des 16 et 17 octobre 1985, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des CEG de 3e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1200) à compter du 1er janvier 1986 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 22 novembre 1985, date du dernier avancement de grade de l'intéressé.

M. Setsofia est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1300) à compter du 22 novembre 1987.

Arrêté n° 312/MTFP du 26-4-88 — Est rapporté l'arrêté n° 1190/MTFP du 24 novembre 1987 portant intégration de M. Amoussou Mitchikpé Atidéglà Kouassi, n° mle 021555-D.

M. Amoussou Mitchikpé Atidéglà Kouassi, n° mle 021555-D, dessinateur projecteur ordinaire 1er échelon (catégorie C-indice 750) du cadre des fonctionnaires des Centre Régional de Formation pour Entretien Routier travaux publics et des techniques industrielles, titulaire du diplôme d'agent technique (spécialité : Génie-Civil) du (CERFER) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de vingt et un (21) mois, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoint technique 1er échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1er juillet 1987 et conserve son affectation actuelle (section 41, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 1er décembre 1986 date du dernier avancement de grade de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 313/MTFP du 26-4-88 — M. Edji Koffi, n° mle 008522-U, contrôleur des postes et télécommunications de 1re classe 2e échelon (catégorie B-indice 1250) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications titulaire du diplôme de l'école multinationale supérieure des postes d'Abidjan à l'issue d'une disponibilité sans traitement d'une durée de dix (10) mois, en Côte-d'Ivoire, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur des postes et télécommunications de 2e classe 3e échelon (catégorie A2-indice 1300) à compter du 29 juillet 1987 date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (budget autonome de l'office des postes et télécommunications) AC : 1 an 7 jours.

Arrêté n° 314/MTFP du 26-4-88 — Sont rapportés en ce qui concerne M. Kpogli Kwami Séna, n° mle 017740-N, les arrêtés n°s 639/MTFP du 15 juillet 1987 et 936/MTFP du 21 septembre 1987 portant promotion et intégration.

M. Kpogli Kwami Séna, n° mle 017740-N, instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon est promu au grade d'instituteur-adjoint de 1re classe 1er échelon (indice 900) à compter du 13 septembre 1982.

M. Kpogli Kwami Séna, n° mle 017740-N, instituteur-adjoint de 1re classe 1er échelon est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 13 septembre 1984.

M. Kpogli Kwami Séna, n° mle 017740-N, instituteur-adjoint de 1re classe 2e échelon (catégorie C-indice 950) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-2e degré), série concours, session des 18 et 19 octobre 1984, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 3e échelon (catégorie B-indice 950) à compter du 1er janvier 1985 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 13 septembre 1984, date du dernier avancement automatique de l'intéressé.

M. Kpogli Kwami Séna, n° mle 017740-N, est élevé au 4e échelon de son grade (indice 1050) à compter du 13 septembre 1986.



Arrêté n° 315/MTFP du 26-4-88 — M. Agba Kezié Pedémamlolow n° mle 023342-Y, laborantin d'Etat de 1re classe 1er échelon (catégorie B-indice 1150) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme de technicien supérieur de laboratoire et des sciences biologiques (option : analyses biologiques et biochimiques) de l'université du Bénin, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de technicien supérieure de laboratoire de 2e classe 2e échelon (catégorie A 2-indice 1200) à compter du 4 janvier 1988 date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 2 août 1986 date du dernier avancement de grade de l'intéressé dans son ancien corps.

#### Détachements

Arrêté n° 319/MTFP du 28-4-88 — Les dispositions de l'arrêté n° 221/MTFP du 24 mars 1988 maintenant dans la position de détachement les fonctionnaires ci-après désignés, sont modifiées comme suit :

M. Dermane Fousséni, architecte de 3e classe 2e échelon

Mme Nobine Afiavi Niké, épouse Dossou, n° mle 007926-G, inspectrice principale 3e échelon des P.T.T.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Dermane et de Mme Nobine ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'ASECNA.

Arrêté n° 320/MTFP du 28-4-88 — Les dispositions de l'arrêté n° 687/MTFP du 28 mai 1984 portant détachement de M. Houmey Koffi Viwanou, n° mle 008100-E, inspecteur du trésor de 2e classe 4e échelon sont modifiées comme suit :

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Houmey ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'ASECNA.

Arrêté n° 325/MTFP du 28-4-88 — M. Tèbiè Takataka, n° mle 007388-W, contremaître 2e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics, précédemment en service à l'office national des pêches est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la société togolaise arabe libyenne de pêche (STAL-Pêche).

Durant la période du détachement les émoluments de M. Tebie ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la STAL-Pêche.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er août 1980.

Arrêté n° 326/MTFP du 26-4-88 — Il est mis fin à compter du 7 avril 1988 au détachement auprès de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) de Mlle Jimongou Damlaté, n° mle 013874-U, sage-femme d'Etat de 1re classe 3e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine à compter de la même date.

Arrêté n° 327/MTFP du 28-4-88 — Il est mis fin au détachement auprès de la société togolaise arabe libyenne de pêche (STAL-Pêche) de M. Tebie Takataka, n° mle 007388-W, contremaître 2e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du développement rural.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

#### Absence irrégulière

Arrêté n° 321/MTFP du 28-4-88 — Est constatée à compter du 2 mars 1988, l'absence irrégulière de Mme Helegueba Mahanga, épouse Tchapeketi, n° mle 032746-L, institutrice de Jardin d'Enfants de 2e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

#### Rappel à l'activité

Arrêté n° 335/MTFP du 3-5-88 — Mlle Dackey Ado Sédéamé, n° mle 032926-Q, assistante médicale de 2e classe 3e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à l'Hôpital de Tsévié qui a bénéficié d'un congé sans solde suivant arrêté n° 86/MTFP du 12 février 1988, est rappelée à l'activité à compter du 14 mars 1988 et remise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine à compter de la même date.

### MINISTERE DU PLAN ET DES MINES

#### Nominations

Arrêté n° 17/MPM/CAB du 17-5-88 — Est et demeure rapportée la décision n° 211/MPI/CAB du 31 octobre 1984 portant nomination d'un directeur par intérim.

Mme Bruce Ahlonkoba Neyram, épouse Ketevi, administrateur civil principal 2e échelon, est nommée directeur de la planification du développement.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 18/MPM/CAB du 17-5-88 — M. Addra Tamata Comlanvi, administrateur civil en chef 3e échelon, précédemment directeur général du plan et du développement, est nommé conseiller technique du ministre du plan et des mines.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

## DIVERS

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

#### Concession de pensions de veuves et d'orphelins

Arrêté n° 212/MEF/CR du 2-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de trois cent cinquante cinq mille sept cent soixante seize (355.776) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ségbaya Kossi Eli pour compter 2e échelon du corps du personnel de la police (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1987.

Il est également attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ségbaya Kossi Eli pour compter du 1er octobre 1987 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 30 juin 1961  
Amivi, née le 1er février 1964  
Kokou, né le 12 février 1964  
Ablavi, née le 17 août 1965  
Komivi, né le 27 novembre 1965  
Dodzi, né le 15 janvier 1966

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt huit mille neuf cent quarante quatre (88.944) francs pour compter du 1er octobre 1987.

M. Ségbaya Kossi Eli pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 12e rang) ci-après désignés :

Kafui, née le 12 mars 1968  
Améyo, née le 19 juin 1971  
Kossi, né le 21 novembre 1971  
Komivi, né le 16 mars 1974  
Koffivi, né le 25 février 1977  
Messan, né le 2 juin 1981.

Arrêté n° 213/MEF/CR du 2-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de six cent cinquante six mille six cent quatre vingt huit (656.688) francs pour compter du 1er décembre 1985 et de six cent quatre vingt neuf mille cinq cent vingt (689.520) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gnonfam Kondi, ingénieur adjoint de 1re classe 1er échelon du corps du personnel de l'agriculture (indice 1450) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gnonfam Kondi pour compter du 1er décembre 1985 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Mayi, née 2 avril 1960  
Lorba, née vers 1962  
Ahoussi, née le 27 février 1963  
Damba, née le 6 mai 1964  
Nanwali, né le 4 octobre 1965  
Nakpane, né le 2 avril 1966

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante quatre mille cent soixante douze (164.172) francs pour compter du 1er décembre 1985 et à cent soixante douze mille trois cent quatre vingts (172.380) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Gnonfam Kondi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1986 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 10e rang) ci-après désignés :

Nicabou, né le 2 avril 1970  
Gnandi, né le 30 juin 1971  
Ponala, né le 26 septembre 1981  
Nakpane Waye, né le 20 juillet 1984.

Arrêté n° 214/MEF/CR du 2-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) dont 41 % imputable à la C.R.T. est allouée à M. Batchati Bawubadi, secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1350) admis à la retraite.

Le montant annuel de ladite pension est fixé à quatre cent cinquante huit mille huit cent soixante quatre (458.864) francs pour compter du 1er avril 1985 et à quatre cent quatre vingt un mille huit cent six (481.806) francs pour compter du 1er janvier 1987 et payable comme suit :

— Quarante et un mille soixante seize (41.076) francs pour compter du 1er janvier 1986 et quarante trois mille cent trente (43.130) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la C.N.S.S.

— Quatre cent dix sept mille cent quatre vingt huit (417.788) francs pour compter du 1er avril 1985 et quatre cent trente huit mille six cent soixante seize (438.676) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la C.R.T.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJFP/MFE du 9 juin 1977, le trésor public assure le paiement de la pension du titre des deux régimes et se fait rembourser par la C.N.S.S. pour la quote-part qui revient à cette dernière.

Il est également attribué à M. Batchati Bawubadi une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale servie sur les fonds de la C.R.T. au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Matabuwè, né le 6 janvier 1959  
Akississim, née le 28 décembre 1959  
Matula, née le 10 mai 1962  
Aloluwè, né le 10 octobre 1965  
Essossinam, née le 29 novembre 1966  
Elsam, née le 26 mai 1967

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre mille quatre cent quarante huit (104.448) francs pour compter du 1er avril 1985 et de cent neuf mille six cent soixante douze (109.672) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Batchati Bawubadi pourra prétendre sur les fonds de la C.R.T., pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 14e rang) ci-après désignés :

Yégna, née le 29 août 1968  
Massima, né le 6 novembre 1969  
Wéwéma, né le 7 octobre 1975  
Pwasam, née le 3 janvier 1978  
Panawa, née le 21 juillet 1979  
Palaba, né le 4 août 1980  
Atalako, né le 12 août 1981.

Arrêté n° 215/MEF/CR du 2-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de quatre cent soixante quinze mille cinq cent trente deux (475.532) francs pour compter du 1er janvier 1986 et de quatre cent quatre vingt dix neuf mille trois cent huit (499.308) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koliko Tsofo Kossi adjoint technique de C.E du corps du personnel de l'agriculture et de l'élevage (indice 1.050) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koliko Tsofo Kossi pour compter du 1er janvier 1986 une majoration pour enfants du taux 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Amavi, née le 11 avril 1959  
Ama, née le 15 octobre 1960  
Ablavi, née le 15 août 1961  
Abla, née le 21 juillet 1964  
Affiwa, née le 4 décembre 1964  
Akou, née le 18 novembre 1967

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix huit mille huit cent quatre vingt quatre (118.884) francs pour compter du 1er janvier 1986 et à cent vingt quatre mille huit cent vingt huit (124.828) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Koliko Tsofo Kossi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1986 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 15e rang) ci-après désignés :

Yawo, né le 25 décembre 1969  
Yawa, née le 16 mars 1972  
Akossiwa, née le 23 octobre 1973  
Yawavi, née le 28 novembre 1974  
Akouvi, née le 10 mai 1978  
Yawa, née le 27 juillet 1978  
Kossi-Kuma, né le 27 décembre 1981  
Awovi, né le 12 janvier 1984  
Kokou, né le 19 juin 1985.

Arrêté n° 216/MEF/CR du 2-5-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Fiogbé Toto Afiavi née Kudawoo, épouse de feu Akapko Fiogbé, gendarme 6 échelon n° mle 024 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (pourcentage 48 %, indice 700) en retraite décédé le 2 août 1987, une pension de veuve au taux annuel de cent trente trois mille cent quarante huit (133.148) francs pour compter du 1er septembre 1987.

Arrêté n° 217/MEF/CR du 2-5-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kpelevi Ablavi Evenunye (née Poucet), épouse de feu Kpelevi Kwadzo Mawuenyega, agent technique principal 1er échelon (indice 1450 pourcentage 63 %) en retraite décédé le 21 octobre 1987 une pension de veuve au taux annuel de trois cent soixante et un mille neuf cent quatre vingt dix huit (361.998) francs pour compter du 1er novembre 1987.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse pour compter du 1er novembre 1987 une majoration pour enfants au taux annuel de trente six mille deux cent (36.200) francs au titre de ses enfants ci-après désignés :

Amivi, née le 13 juin 1953  
Komlan Kuma, né le 15 novembre 1955  
Yawo Dela, né le 23 juin 1960.

Arrêté n° 218/MEEF/CR du 2-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) dont 28 % imputable à la C.R.T. est allouée à M. Agbaglo Kokouvi Agbéko, instituteur adjoint de 2e classe 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 750) admis à la retraite.

Le montant annuel de ladite pension est fixé à cent quatre vingt quatre mille neuf cent vingt quatre (184.924) francs pour compter du 1er avril 1986 et cent quatre vingt quatorze mille cent soixante huit (194.168) francs pour compter du 1er janvier 1987 et payable comme suit :

— Vingt six mille quatre cent douze (26.412) francs pour compter du 1er juillet 1986 et vingt sept mille sept cent trente deux (27.732) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la C.N.S.S.

— Cent cinquante huit mille cinq cent douze (158.512) francs pour compter du 1er avril 1986 et cent soixante six mille quatre cent trente six ((166.436) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la C.R.T.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJFP/MFE du 9 juin 1977, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la C.N.S.S. pour la quote-part qui revient à cette dernière.

M. Agbaglo Kokouvi Agbéko pourra prétendre sur les fonds de la C.R.T., pour compter du 1er avril 1986 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3e au 6e rang) ci-après désignés :

Akouélé, née le 5 juillet 1968  
Akoko, née le 5 juillet 1968  
Yawo, né le 3 octobre 1974  
Akossiwa, née le 14 avril 1985.



Arrêté n° 220/MEF/CR du 3-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70 %) au montant annuel de un million cinq cent cinquante trois mille quatre cents (1.553.400) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nakpane Nassam, médecin-inspecteur de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Santé (indice 2.800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nakpane Nassam pour compter du 1er janvier 1988 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Podja, né le 12 mai 1965

Sama, né le 29 avril 1967

Maïk-Mani, né le 1er octobre 1968

Koffi, né le 19 décembre 1969

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent trente trois mille douze (233.012) francs pour compter du 1er janvier 1988.

M. Nakpane Nassam pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1988 sur justification de ses droits aux allocations familiales au titre de ses enfants du 5e au 6e rang ci-après désignés :

Comlan, né le 24 octobre 1972

Ahuéfa, née le 21 juillet 1975.

Sindjalim, né le 12 août 1981

Arrêté n° 222/MEF/CR du 5-5-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Nanda Soikanla née Koura, épouse de feu Nanda Laré, maréchal des logis (indice 700, pourcentage 51 %) en retraite décédé le 24 mars 1986, une pension de veuve au montant annuel de cent quarante et un mille quatre cent soixante douze (141.472) francs pour compter du 19 janvier 1987.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de vingt huit mille deux cent quatre vingt seize (28.296) francs pour compter du 19 janvier 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Yendouyi, né le 1er février 1968

Faïmokélé, née le 17 août 1971

Poukene, né le 22 mars 1972

Dombé, née le 3 novembre 1974

Mongbéne, né le 5 avril 1975

Yédoutrou, née le 31 octobre 1975

Tibé, né le 2 octobre 1977

Kinasowa, né le 8 novembre 1978

Moniyière, né le 24 août 1980

Namangka, née le 26 juin 1981

Lépaki, née le 20 mars 1982

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Nanda Soikanla née Koura, administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 223/MEF/CR du 11-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de Sept cent treize mille deux cent quatre vingt seize (713.296) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Idrissou Sakibou inspecteur de 1re classe 1er échelon du corps du personnel du trésor (indice 1500) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Idrissou Sakibou pour compter du 1er avril 1988 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Moubalikou, né le 13 novembre 1960

Abibatou, née le 13 avril 1962

Abdel-Nasr, né le 28 mars 1963

Rissalatou, née le 17 mai 1965

Bilal, né le 21 mai 1965

Zoul-Kar-Néini, né le 20 juillet 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à Cent soixante dix huit mille trois cent vingt quatre (178.324) francs pour compter du 1er avril 1988.

M. Idrissou Sakibou pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 7e au 9e rang) ci-après désignés :

Abdou-Razak, né le 14 mai 1970

Mohamed, né le 11 mai 1971

Khaled, né le 5 août 1983.

Arrêté n° 224/MEF/CR du 13-5-88 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 117/MEF/CR du 24 mars 1969 portant concession d'une pension militaire proportionnelle (pourcentage 33 %) à M. Akoumany Kossivi (Joseph, sergent-chef 3e échelon n° Mle 20.245 du corps du personnel des forces armées togolaises.

Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de cent soixante neuf mille huit cent quatre vingt seize (169.896) francs pour compter du 1er janvier 1969, de cent quatre vingt six mille huit cent quatre vingt quatre (186.884) francs pour compter du 1er janvier 1971, de deux cent cinq mille cinq cent soixante douze (205.572) francs pour compter du 1er janvier 1974, de deux cent trente six mille quatre cent quatre (236.404) francs pour compter du 1er janvier 1975, de deux cent soixante onze mille huit cent soixante quatre (271.864) francs pour compter du 1er janvier 1977, de deux cent quatre vingt dix neuf mille cinquante deux (299.052) francs pour compter du 1er janvier 1980, de trois cent quatorze mille (314.000) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de trois cent vingt neuf mille sept cents (329.700) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akoumany Kossivi (Joseph), sergent-chef 3e échelon n° Mle 20.245 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 800) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akoumany Kossivi (Joseph) pour compter du 1er septembre 1984, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Agbéko, né le 7 décembre 1958  
 Manotikpo, né le 20 février 1959  
 Adzowga, née le 2 février 1962  
 Akossiwoa, née le 15 juillet 1962  
 Yawo, né le 7 mai 1964  
 Kokou, né le 19 août 1964

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix huit mille cinq cents (78.500) francs pour compter du 1er septembre 1984 et à quatre vingt deux mille quatre cent vingt huit (82.428) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Akoumany Kossivi (Joseph) pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1969 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 9e rang) ci-après désignés :

Yawo, né le 20 juillet 1967  
 Ayaovi, né le 11 juillet 1968  
 Akouwga, née le 29 janvier 1969.

Arrêté n° 225/MEF/CR du 17-5-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Nikoué Tornushie (née Aglawu)

Mme veuve Nikoué Afansi (née Amavi-Djadja), épouses de feu Nikoué Kouété (Clément), agent technique principal 1er échelon (indice 1.156) pourcentage 70 % en retraite décédé le 10 avril 1986 une pension de veuve au taux annuel de cent cinquante deux mille sept cents (152.700) francs pour compter du 1er mai 1986 et de cent soixante mille trois cent trente trois (160.333) francs pour compter du 1er janvier 1987.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au taux annuel de soixante et un mille quatre cents (61.080) francs pour compter du 1er mai 1986 et de soixante quatre mille cent trente trois (64.133) francs pour compter du 1er janvier 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Amoni, né le 25 mai 1967  
 Adevi, née en 1969  
 Afoutou, né le 5 décembre 1972  
 Akouété, né le 11 avril 1976  
 Akouète, né le 11 avril 1976

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Nikoué Afansi (née Amavi-Djadja), administratrice des biens chargée de la tutelle des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 226/MEF/CR du 17-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de quatre cent cinquante deux mille huit cent quatre vingt huit (452.888) francs pour compter du 1er septembre 1985 et de quatre cent soixante quinze mille cinq cent trente deux (475.532) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kokou Mawulékoumi Hamkoui, instituteur adjoint de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1000) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kokou Mawulékoumi Hamkoui

pour compter du 1er Sept. 1986 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Kouamba, née le 17 juin 1966  
 Asriba, née le 28 février 1969  
 Kouamvi, né le 15 mai 1970

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante cinq mille deux cent quatre vingt huit (45.288) francs pour compter du 1er septembre 1985 et à quarante sept mille cinq cent cinquante six (47.556) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Kokou Mawulékoumi Hamkoui pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 9e rang) ci-après désignés :

Djaniba, née le 2 mars 1972  
 Mawouéna, né le 4 septembre 1974  
 Djigbodi, né le 21 avril 1977  
 Ahiiba, née le 6 avril 1979  
 Messanvi, né le 7 août 1981  
 Kodjo, né le 2 juillet 1984.

Arrêté n° 227/MEF/CR du 17-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de un million cent dix sept mille quatre cent quatre vingt seize (1.117.496) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dackey Gomonou Kwasi Mawulé, inspecteur de 1re classe 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 2350) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Dackey Gomonou Kwasi Mawulé pour compter du 1er janvier 1988 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 21 août 1963  
 Koffi Yaté, né le 31 mars 1967  
 Amé, née le 24 mai 1969  
 Ayovi Témé, né le 1er juillet 1971

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante sept mille six cent vingt quatre (167.624) francs pour compter du 1er janvier 1988.

M. Dackey Gomonou Kwasi Mawulé pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 8e rang) ci-après désignés :

Abra, née en 1972  
 Mawuvenunyé, née le 1er novembre 1974  
 Adzoa, née le 16 mai 1977  
 Akpédjé, née le 3 décembre 1982.

Arrêté n° 228/MEF/CR du 17-5-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Akakpossa Afansi (née Togbé), épouse de feu Akakpossa Gnakpenou, contremaître de 1re classe 3e échelon indice 850 pourcentage 74 % en retraite décédé le 11 octobre 1986 une pension de veuve au taux annuel de deux cent quarante neuf mille deux cent cinquante huit (249.258) francs pour compter du 28 janvier 1987.

Il est également attribué à Mme veuve Akakpossa Afansi une majoration pour compter du 28 janvier 1987 une majoration pour enfants au taux annuel de trente sept mille trois cent quatre vingt neuf (37.389) francs au titre de ses enfants ci-après désignés :

Komlan, né le 8 octobre 1935  
Ablavi, née le 8 février 1937  
Alavagnon, né le 20 mars 1950  
Akouavi, née le 29 octobre 1952.

Arrêté n° 229/MEF/CR du 17-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de quatre cent quatre vingt trois mille quatre cent cinquante six (483.456) francs pour compter du 1er avril 1985 et de cinq cent sept mille six cent vingt huit (507.628) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ali Alassani professeur technique de 3e classe 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement technique (indice 1050) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ali Alassani pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Rahamatou, née le 16 janvier 1961  
Akpéni, née le 3 juin 1962  
Ouro-Doni, né le 30 novembre 1964  
Aliou, né le 21 novembre 1965  
Abdel-Kader, né le 2 janvier 1966  
Abdou-Djélilou, né le 15 décembre 1967

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est à cent-vingt mille huit cent soixante quatre (120.864) francs pour compter du 1er avril 1985 et à cent vingt six mille neuf cent huit (126.908) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Ali Alassani pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 18e rang) ci-après désignés :

Aboudou-Wassirou, né le 11 octobre 1968  
Sahadatou, née le 22 août 1971  
Bassiratou, née le 23 août 1972  
Abdou-Wahabou, né le 5 juin 1973  
Abi, né le 8 juin 1975  
Adiza, née le 19 décembre 1975  
Akim, né le 6 mars 1977  
Gado, né le 6 avril 1977  
Féliwè, née le 6 juin 1978  
Sabikou, né le 24 janvier 1980  
Madénatou, née le 25 mars 1980  
Moutalahatou, née le 31 juillet 1982.

Arrêté n° 230/MEF/CR du 17-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) dont 36 % imputable à la C.R.T. est allouée à M. Hovi Kokou Mawuna, instituteur de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1350) admis à la retraite.

Le montant annuel de ladite pension est fixé à quatre cent douze mille sept cent soixante (412.760) francs pour

compter du 1er juin 1985 et à quatre cent trente trois mille trois cent quatre vingt seize (433.396) francs pour compter du 1er janvier 1987 et payable comme suit :

— Quarante cinq mille neuf cent vingt (45.920) francs pour compter du 1er janvier 1986 et quarante huit mille deux cent seize (48.216) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la C.N.S.S.

— Trois cent soixante six mille huit cent quarante (366.840) francs pour compter du 1er juin 1985 et trois cent quatre vingt cinq mille cent quatre vingt (385.180) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la C.R.T.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJ FPT/MFE, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la C.N.S.S. la quote-part qui revient à cette dernière.

M. Hovi Kokou Mawuna pourra prétendre sur les fonds de la C.R.T., pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 2e au 5e rang) ci-après désignés :

Dziwonou, né le 11 novembre 1972  
Yawavi, née le 14 décembre 1972  
Ankou, né le 13 août 1975  
Kofikuma, né le 13 février 1976.

Arrêté n° 231/MEF/CR du 17-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de sept cent un mille neuf cent soixante seize (701.976) francs pour compter du 1er avril 1986 et de sept cent trente sept mille soixante douze (737.072) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amaizo Foli Lolo Senyon, instituteur principal 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1 550), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amaizo Foli Lolo Senyon pour compter du 1er avril 1986, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Ayéle, née le 19 janvier 1960  
Kué, né le 2 avril 1962  
Assiongbon, né le 13 août 1964  
Mawulé, né le 24 avril 1969

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinq mille deux cent quatre vingt seize (105.296) francs pour compter du 1er avril 1986 et à cent dix mille cinq cent soixante (110.560) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Amaizo Foli Lolo Senyo pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1986 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (des 5e et 6e rang) ci-après désignés :

Messan, né le 18 juillet 1972  
Anani, né le 2 février 1974.

Arrêté n° 232/MEF/CR du 17-5-88 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 87-MEF-CR du 27 février 1974 portant concession d'une pension militaire proportionnelle (pourcentage 46 %) à M. SOGA Passagado, caporal chef 5e échelon n° mle 20145 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 57 %) au montant annuel de Cent soixante et un mille neuf cent soixante (161.960) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent quatre-vingt six mille deux cent cinquante six (186.256) francs pour compter du 1er janvier 1975, de deux cent quatorze mille cent quatre-vingt douze (214.192) francs pour compter du 1er janvier 1977, de deux cent trente cinq mille six cent douze (235.612) francs pour compter du 1er janvier 1980, de deux cent quarante sept mille trois cent quatre-vingt-douze (247.392) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de deux cent cinquante neuf mille sept cent soixante (259.760) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. SOGA Passagado, caporal chef 5e échelon n° mle 20145 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Soga Passagado pour compter du 1er novembre 1985 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Kossa, né le 4 janvier 1956  
Tama, né le 10 juin 1960  
Totoguimba, né le 19 juin 1960  
Tahoutiba, né le 29 avril 1963  
Yékiba, née le 4 mai 1963  
Badjaglana, né le 4 octobre 1965

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante et un mille huit cent quarante huit (61.848) francs pour compter du 1er novembre 1985 et à soixante quatre mille neuf cent quarante (64.940) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Soga Passagado pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1974 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9e au 13 rang) ci-après désignés :

Wéssira, née le 31 mai 1966  
Tayalema, née le 15 février 1967  
Tadimina, né le 10 juin 1968  
Kpétia, né le 14 mai 1969  
Moukona, née le 14 novembre 1970  
Gorbé, née le 6 décembre 1972  
Malama, né le 3 mai 1973.

Arrêté n° 233/MEF/CR du 17-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de quatre cent trente cinq mille cent douze (435.112) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aklan Amouzou Kossi, agent d'assiette principal 1er échelon du corps du personnel des contributions directes (indice 900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1987.

M. Aklan Amouzou Kossi pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 9e rang) ci-après désignés :

M. Adjao, née le 28 février 1972  
E. Adjovi, née le 29 avril 1974  
M. Kokouvi, né le 29 décembre 1976  
O. Kodjovi, né le 11 juin 1979  
Adjjo, née le 6 octobre 1980  
K. Messan, né le 9 mars 1982  
A. Anani, né le 17 septembre 1983  
A. Yawa, née le 27 juin 1985.

Arrêté n° 235/MEF/CR du 18-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de trois cent quatre mille cinq cent quatre-vingts (304.580) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mlle Akpata Akossiwa Honam infirmière adjointe principale 3e échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 630) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1988.

Arrêté n° 236/MEF/CR du 18-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de six cent trente quatre mille quarante (634.040) francs pour compter du 28 octobre 1986 et de six cent soixante cinq mille sept cent quarante quatre (665.744) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amah Abayi Maguiwèkim, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1.400) admis à la retraite.

M. Amah Abayi Maguiwèkim pourra prétendre, pour compter du 28 octobre 1986 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant.

Pilaba, né le 24 septembre 1972.

Arrêté n° 237-MEF-CR du 18-5-88 — Une pension proportionnelle (pourcentage 47%) au montant annuel de cent quatre vingt mille neuf cent soixante seize (189.976) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amah Kpatcha, gardien de la paix 7e échelon du corps du personnel de la police (indice 510) admis à la retraite pour invalidité.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1987.

M. Amah Kpatcha pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Aklesso, né le 2 novembre 1973  
Atèzi, né le 13 décembre 1975  
Simwaki, né le 26 juin 1978.



Arrêté n° 238-MEF-CR du 18-5-88 — Une pension proportionnelle (pourcentage 35%) au montant annuel de deux cent quarante neuf mille six cent cinquante six (249.656) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Solitoki Eso- Mewè instituteur-adjoint de 1re classe 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1988.

M. Solitoki Eso-Mewè pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 8e rang) ci-après désignés :

Médewè, né le 6 juillet 1968

Hodohalo, né le 14 août 1971

Cilalou, né le 29 août 1973

Essowédéou, né le 16 août 1987

Magnoudéwa, né le 28 novembre 1975.

Arrêté n° 239-MEF-CR du 18-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de six cent soixante dix neuf mille trois cent trente deux (679.332) francs pour compter du 1er décembre 1985 et de sept cent treize mille deux cent quatre vingt seize (713.296) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Sopoh Sémeho, épouse Akakpo, institutrice de 1re classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1.250) admise à la retraite.

Arrêté n° 240-MEF-CR du 18-5-88 — Une pension proportionnelle (pourcentage 57%) au montant annuel de sept cent quatre vingt dix mille cinq cent soixante huit (790.568) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Cadassou Kokou Yédécy, ajoin-t-technique principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux publics (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1988.

Arrêté n° 241-MEF-CR du 18-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de huit cent trente deux mille cent quatre vingt (832.180) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amouzou Houndjo Y. Mewakpo, contrôleur de classe exceptionnelle du corps du personnel du trésor (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amouzou Houndjo Y. Mewakpo pour compter du 1er avril 1988 une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Viavodé, née le 23 janvier 1964

Viwassi, née le 18 août 1966

Silété, né le 3 mai 1969

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt trois mille deux cent vingt (83.220) francs pour compter du 1er avril 1988.

M. Amouzou Houndjo Y. Mewakpo pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 7e rang) ci-après désignés :

Mawulé, née le 3 février 1976

Kémidé, née le 18 novembre 1982

Hémédé, née le 27 août 1984

Siméfa, née le 5 avril 1988.

Arrêté n° 242-MEF-CR du 18-5-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de six cent trente un mille sept cent soixante seize (631.776) francs pour compter du 1er avril 1985 et de six cent soixante trois mille trois cent soixante quatre (663.364) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchakinguena Adjito Gnozigné, agent technique de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1350) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchakinguena Adjito Gnozigné pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Folübaazi, née le 12 août 1958

Sélé, né le 21 février 1960

Béku, née le 15 novembre 1961

Badana Igugnome, né le 29 janvier 1964

Yuke, né le 9 mars 1966

Busuri, née le 24 mai 1966

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante sept mille neuf cent quarante quatre (157.944) francs pour compter du 1er avril 1985 et à cent soixante cinq mille huit cent quarante quatre (165.844) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Tchakinguena Adjito Gnozigné pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 13e rang) ci-après désignés :

Bozinabo, née le 13 novembre 1966

Ladi, née le 27 juillet 1968

Malagnawé, né le 1er décembre 1970

Kpéziwézu, né le 18 octobre 1972

Aguikaza, née le 31 décembre 1973

Essatina, né le 20 juin 1977

Issa, né le 24 mars 1978.

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Ouverture de concours

Arrêté n° 316-MTFP-EC du 28-4-88 — Le concours d'entrée au cycle I de l'école nationale d'administration (promotion 1988-1991) sera ouvert les 26 et 27 juillet.



let 1988 à Lomé et à Kara aux candidats des deux sexes, de nationalité togolaise.

Ce concours comportera :

#### A — Epreuves écrites d'admissibilité

1° — Une dissertation française sur un sujet d'ordre philosophique ou moral destinée à juger les capacités d'intelligence, de clarté et de composition des candidats (durée 3 h. coef. 3) ;

2° — un résumé de texte de cinq à dix pages dactylographiées en une page et demie maximum, destiné à apprécier leur qualité de synthèse (durée 2 h. coef. 2) ;

3° — une épreuve de culture générale comportant plusieurs questions limitées auxquelles les candidats doivent répondre brièvement et avec précision. Cette épreuve servira à apprécier les connaissances des candidats en matière d'actualité. Les questions peuvent porter sur les points suivants :

a) les organisations internationales et leurs principales fonctions ;

b) définitions élémentaires des mots couramment employés dans le vocabulaire politique et économique contemporain ;

c) tout événement de politique internationale des dix dernières années (durée 1 h. coef. 1) ;

4°) — Une épreuve portant sur la géographie économique ou l'histoire politique du Togo (durée 1 h. coef. 1) ;

5°) — Une traduction en français d'un texte anglais (facultatif durée 1 h. coef. 1) ;

#### B — Epreuves orales

Histoire des regroupements économiques et politiques des pays africains sous forme de conversation avec les membres du jury.

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5/20 dans l'une quelconque des matières est éliminatoire.

La note de l'épreuve facultative n'intervient dans le total des points que dans la mesure où le candidat a obtenu la moyenne de 10/20 dans les matières obligatoires. Il n'est tenu compte que des points supérieurs à la moyenne de 10/20 et ce dans la limite maximale de 5 points.

Pour être autorisés à concourir les candidats doivent remplir les conditions ci-dessous :

#### C — Candidats-élèves

— être âgés de 18 ans au moins et de 25 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours ;

— être titulaires d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement du deuxième degré (BEPC, CAP commerciaux ou CAP industriels).

#### D — Candidats, agents de l'administration

— être âgés de 40 ans au plus au 1er janvier 1988 ;  
— justifier de cinq ans de services effectifs au 1er janvier 1988, en qualité de fonctionnaires de la catégorie C ;

— être agents permanents de la 5e catégorie, titulaires d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement du deuxième degré et avoir accompli 5 ans de services effectifs dans cette catégorie.

Les demandes qui seront adressées au ministre du travail et de la fonction publique avant le 24 juin 1988, date limite, doivent préciser obligatoirement le centre où le candidat désire composer.

*Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :*

— une demande manuscrite signée du candidat, timbrée à 250 francs ;

— un extrait d'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu ;

— un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;

— un certificat de nationalité togolaise ;

— une copie certifiée conforme des diplômes obtenus ;

— deux (2) photos d'identité ;

— un certificat médical de moins de trois (3) mois de date ;

\* *Pour les candidats fonctionnaires et agents permanents :*

— une ampliation de l'arrêté portant nomination ou intégration dans la catégorie C ou bien celle de la décision portant engagement ou reclassement à la 5e catégorie selon le cas du candidat ;

— une attestation de prise de service (fonctionnaire initialement nommé dans la catégorie C ou agent permanent engagé en 5e catégorie) ;

— l'autorisation du ministre de tutelle est obligatoire.

Le nombre de places mises au concours est fixé à cinquante (50).

Les dossiers comportant des prénoms importés seront purement et simplement rejetés.

L'accès à la salle d'examen est subordonné à la présentation d'une carte nationale d'identité. des deux sexes, de nationalité togolaise.

Arrêté n° 317-MTFP-EC du 28-4-88 — Le concours d'entrée au cycle II de l'école nationale d'administration (promotion 1988-1991), sera ouvert dans les centres de Lomé et Kara les 26 et 27 juillet 1988, aux candidats  
Ce concours comportera :

#### A — Epreuves écrites d'admissibilité

##### 1°) — Concours externe réservé aux élèves

— Une composition portant sur un sujet de philosophie, de psychologie, de morale ou de littérature se rapportant aux programmes des classes de première et terminale A (durée 4 h. coef. 4) ;

— la rédaction à partir d'un texte, d'une note de synthèse faisant appel à l'esprit d'analyse et de concision des candidats (durée 3 h. coef. 3) ;

— la réponse écrite à plusieurs questions portant sur les problèmes politiques, économiques, sociaux, internes ou internationaux (durée 2 h. coef. 1) ;

— une traduction en français d'un texte anglais (facultatif, durée 1 h. coef. 1) ;

##### 2°) — Concours interne réservé aux agents de l'administration

— Une dissertation française portant sur la pensée d'un auteur ou le commentaire d'un texte de littérature (durée 4 h. coef. 4) ;

— la rédaction à partir des éléments d'un dossier, d'une note (durée 3 h. coef. 3) ;

— une épreuve portant sur le statut général de la fonction publique ou l'organisation administrative et économique du Togo (durée 2 h. coef. 1) ;

— une traduction en français d'un texte anglais (facultatif, durée 1 h. coef. 1) ;

#### B — *Epreuves orales communes aux deux concours*

Une conversation de dix (10) minutes avec les membres du jury après lecture d'un texte de caractère général.

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5/20 à l'une quelconque des matières est éliminatoire.

La note de l'épreuve facultative n'intervient dans le total des points que dans la mesure où le candidat a obtenu la moyenne de 10/20 dans les matières obligatoires. Il n'est tenu compte que des points supérieurs à la moyenne de 10/20 et ce dans la limite maximale de 5 points.

#### C — *Conditions à remplir*

##### 3°) — *Candidats élèves*

— être âgés de 18 ans au moins et de 25 ans au plus au 1er janvier 1988 ;

— être titulaires d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement du troisième degré.

##### 4°) — *Candidats, agents de l'administration*

— aux fonctionnaires titularisés dans un corps classé dans la catégorie B de la fonction publique : être âgés de 40 ans au plus au 1er janvier 1988 et justifiant de 5 années de services effectifs en qualité de fonctionnaires de la catégorie B ;

— aux agents publics non fonctionnaires : être titulaires d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement du troisième degré, âgés de 30 ans au plus au 1er janvier 1988 et justifiant de 5 ans de services effectifs après l'obtention du diplôme.

Les demandes qui seront adressées au ministre du travail et de la fonction publique avant le 24 juin 1988, délai de rigueur doivent préciser obligatoirement le centre où le candidat désire composer.

*Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :*

— une demande manuscrite signée du candidat, timbrée à 250 francs (timbre fiscal) ;

— un extrait d'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu ;

— un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;

— un certificat médical ayant moins de trois (3) mois de date ;

— un certificat de nationalité togolaise ;

— une copie certifiée conforme des diplômes obtenus ;

— deux photos d'identité.

\* — *Pour les candidats, agents de l'administration :*

— l'autorisation du ministre de tutelle est obligatoire ;

— une ampliation de l'arrêté portant nomination ou intégration dans la catégorie B (candidats fonctionnaires) ;

— une ampliation de la décision portant engagement ou reclassement (candidats, agents permanents) ;

— une attestation de prise de service du candidat initialement nommé ou engagé dans sa catégorie (catégorie B ou hors catégorie).

Le nombre de places mises au concours est fixé à trente (30).

Les dossiers comportant des prénoms importés seront purement et simplement rejetés.

L'accès à la salle d'examen est subordonné à la présentation d'une carte nationale d'identité.

Arrêté n° 318-MTFP-EC du 28-4-88 — Le concours d'entrée au cycle III (promotion 1988-1990) de l'école nationale d'administration sera ouvert les 26 et 27 juillet 1988 à Lomé et Kara aux candidats des deux sexes de nationalité togolaise.

Le concours comportera :

#### A — *Epreuves écrites d'admissibilité*

##### 1°) — *Concours interne réservé aux agents de l'administration*

— Une dissertation sur un sujet d'ordre général (durée 4 h. coef. 4) ;

— Finances publiques (durée 4 h. coef. 4).

##### 2°) — *Concours externe réservé aux étudiants*

— Une composition sur un sujet d'ordre général (durée 4 h. coef. 4) ;

— Finances publiques (durée 4 h. coef. 4).

#### B — *Epreuves communes écrites par spécialité*

##### a) — *Spécialité magistrature*

— droit judiciaire privé (durée 3 h. coef. 3) ;

— droit des obligations (durée 3 h. coef. 3).

##### b) — *Spécialité administration*

— droit administratif (durée 3 h. coef. 3) ;

— institutions politiques togolaises (durée 3 h. coef. 3).

##### c) — *Spécialité économique et financière*

— comptabilité générale (durée 3 h. coef. 3) ;

— économie internationale (durée 3 h. coef. 3).

N.B. — Pour les programmes des matières, voir annexe.

#### C — *Epreuves orales communes aux deux concours*

Un exposé de dix (10) minutes sur un sujet d'ordre général tiré au sort portant sur l'actualité du monde contemporain suivi d'une conversation de 20 minutes avec les membres du jury (durée de préparation : 15 mn. coef. 4).

L'épreuve facultative d'admission porte sur la traduction d'un texte et une conversation avec les membres du jury dans une ou deux langues étrangères : allemand, anglais.

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5/20 dans l'une quelconque des matières est éliminatoire. La note de l'épreuve facultative n'intervient dans le total des points que dans la mesure où le candidat a obtenu la moyenne de 10/20 dans les matières obligatoires. Il n'est tenu compte que des points supérieurs à la moyenne de 10/20 et ce dans la limite maximale de 5 points.

#### D — Conditions à remplir

##### 1°) — Candidats, agents de l'administration

- être de nationalité togolaise;
- être âgés de 40 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours;
- être fonctionnaires titularisés dans un corps classé dans la catégorie A2 et justifiant de six années de services effectifs dans le corps.

##### 2°) — Candidats étudiants

- être de nationalité togolaise;
- être âgés de 28 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours;
- être titulaires de la licence en droit, de sciences économiques (régime de quatre ans) ou de maîtrise de droit, de sciences économiques, de gestion, de lettres ou sciences humaines.

#### E — Options

Seuls les fonctionnaires et ceux qui se destinent à la carrière judiciaire font option avant le concours.

Les demandes qui seront adressées au ministre du travail et de la fonction publique avant le 24 juin 1988 délai de rigueur, doivent préciser obligatoirement le centre où le candidat désire composer.

#### Le dossier de candidature doit comporter les pièces ci-après :

- une demande manuscrite signée du candidat timbrée à 250 francs (timbre fiscal);
- un extrait d'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu;
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois (3) mois de date;
- un certificat de nationalité togolaise;
- un certificat médical datant de moins de trois (3) mois;
- une copie certifiée conforme des diplômes obtenus;
- deux photos d'identité;

#### \* Pour les candidats, agents de l'administration :

- l'autorisation du ministre de tutelle est obligatoire;
- une ampliation de l'arrêté portant nomination ou intégration dans la catégorie A2 du candidat;
- une attestation de prise de service du candidat (fonctionnaire nommé initialement dans la cat. A2).

Le nombre de places mises au concours est fixé à trente (30).

Les dossiers comportant des prénoms importés seront purement et simplement rejetés.

L'accès à la salle d'examen est subordonné à la présentation d'une carte nationale d'identité.

#### Admissions de concours

Arrêté n° 528/MTEP du 2-5-88 — Sont déclarés admis aux concours directs de recrutement des fonctionnaires, les candidats dont les noms suivent :

#### MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

##### Catégorie A1

- 1°) Yakpa Pande Essodéké
- 2°) Goeh Akué Kpakpo Edem
- 3°) Akakpo Akouavi Vické Enam
- 4°) Pana Assimawé
- 5°) Sogoyou Sim Kassann

##### Catégorie A2

- 1°) Kpogno Kokouvi Kossi
- 2°) Afeli Abra Déla
- 3°) Talakaena Banin'éna Yao

##### Catégorie B

- 1°) Galley Yawo Agbessinyalé
- 2°) Ahiakpor Kafui Massan
- 3°) Napo Ikpindi
- 4°) Nabede Tommakinawé, épouse Pouwekle
- 5°) Soadjede K. Azizan
- 6°) Bodjona Y. Manatom
- 7°) Abotchi K. Mawuëna
- 8°) Lossah Kokoé Kafui
- 9°) Pana Esso Ayo
- 10°) Meba T. Patouani
- 11°) Tchare Akpen Badabouwè
- 12°) Koumedjro Afiavi Djatougbe
- 13°) Tchagnao Sourou Ladi Dikéni
- 14°) Fiamafle Dovi Enyonam, épouse Lawson
- 15°) Anidou Mondo Padawounam
- 16°) Tamgbandja Ayindo
- 17°) Doumegna Ablavi Dzighodi
- 18°) Djolouwa Logda
- 19°) Brassier Mariama Polona
- 20°) Koudouovoh Ayoko Fafa, épouse Gafa
- 21°) Akpa Daré
- 22°) Katanassina Anago
- 23°) M'Belou Tchaa Eyou-Guèwé
- 24°) Kawele Tchéko

##### Catégorie C

- 1°) Tagba N'Mah
- 2°) Kabia Bougonou

##### Catégorie D

- 1°) Agadjou Mensah
- 2°) Adjakpa Bana
- 3°) Tchangone Bissimbou
- 4°) Karsa Kossiwa Smonda
- 5°) Hounkpati Yawavi, épouse Adadé
- 6°) Mologa Argba Affi, épouse Homawoo
- 7°) Morou Falalatou, épouse Abdoulaye
- 8°) Pignandi Padadoname
- 9°) Adjoto Yawa Sétsofia
- 10°) Lantome Kossiwa
- 11°) Yassim Kobli, épouse Siladin
- 12°) Kassegne Adjoavi Mana
- 13°) Takounadi Ariza Simtatcha

MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

*Catégorie A1*

- 1°) Amoussou-Guenou Assiba
- 2°) Tchodie Magla Konga
- 3°) Bamezon Anani Sidété
- 4°) Kantchati Okoulou Issifou
- 5°) Koudjra Kokou
- 6°) Akakpo Edo Kokou
- 7°) Agbodoh Améyo Alonyo
- 8°) Sessi Kodjovi Mensah
- 9°) Gozou-Tossou Yaovi
- 10°) Ahadjji-Nonou Koffi
- 11°) Ajavon Lawoe
- 12°) Messan Tchotcho Seenam
- 13°) Ayéva Gibrila
- 14°) Agba Essowédéou
- 15°) Aleta Kossi
- 16°) Abouzi Pilakiwé
- 18°) M'Boma Komlavi Malanbo
- 19°) Adewi Essohanam
- 20°) Ayivor Siva Agbéko Kossi
- 21°) Akpa Yawa Dzrawotodo

*Catégorie A2*

- 1°) Amega Epu Komlanvi
- 2°) Chango Assam Botobawi
- 3°) Couassi-Abou L. Afi, épouse Kponyo
- 4°) Sanda Gado Touré
- 5°) Amevor Ekué Edem
- 6°) Kouassi Améli Messan
- 7°) Kpepe Kossi Tsipodzé
- 8°) Tchassim Tomwisso, épouse Bataka
- 9°) Vonor Koffi
- 10°) Simliwa Eglou
- 11°) Fofana T. Adakaberry
- 12°) Pekpendi Pitima Mabaféi
- 13°) Kaffessina Kelma Koffi
- 14°) Nadjombe Gbandi
- 15°) Waclatsi Ayaovi Senda
- 16°) Nonon Saa K. Dibé
- 17°) Sossavi Komlan
- 18°) Kpodar Adakou Bléwougnon
- 19°) Adjetey-Attidigah Agnokor
- 20°) Hine Agbéko Ayawo
- 21°) Buagbe Koffi Djiwonou
- 22°) Djondo-Koffibla Codjo
- 23°) Eklou Komlavi
- 24°) Amadou Yérime Mashoud
- 25°) Traoré Bouwédjo
- 26°) Aquiteme Batébéwi Essohana
- 27°) Talakaëna Baïga
- 28°) Essena Kouma Ayanouva
- 29°) Tchalla Tommadja
- 30°) Gnandi Gbandi
- 31°) Lamboni Goulibe
- 32°) Agudze Yawovi Elom
- 33°) Lemou B. Pakoutétou
- 34°) Akarinassim Akassi
- 35°) Karka Sambone-Mibissou
- 36°) Dravie-Anakpan Djabatougbe Ablavi
- 37°) Sakpa Koffi
- 38°) Wodibalana Koussal
- 39°) Kouassi Ablam

- 40°) Amegnran Kwassivi Ohini
- 41°) Afoh-Tchaouta Larba
- 42°) Akolly Woetro Etsri Kodjo
- 43°) Agbenda Amana

*Catégorie B*

- 1°) Wilson Adjé Fogan
- 2°) Beguems Mahlaweh Kagnaya
- 3°) Bada Mensanh
- 4°) Djaah-Mireta Mayéna, épouse Bakoma
- 5°) Bagana Faré
- 6°) Apely Mawuli Ama
- 7°) Aruna Fatou Touré
- 8°) Aziale Komi
- 9°) Bonfo Gbandi
- 10°) Akakpo Abamy Ogoudoumi
- 11°) Aleke Koffi
- 12°) Abseke Kokou Gbéréassa
- 13°) Adegnon Kossi
- 14°) Ameganvi Adama Ayéléte
- 15°) Adjévi-Neglokpe Akovi
- 16°) Bossouvi Adjo
- 17°) Kpetemey K. Miwononvi
- 18°) Ibrahima Abdoulkarime
- 19°) Yodo Anani
- 20°) Dosseh Komi
- 21°) Ouro-Doni Biva
- 22°) Edihe Yao Novinyo
- 23°) Kpetemey Koffi
- 24°) Kapou Kokou
- 25°) Hessou Komlanvi Dzifa
- 26°) Kouassi Kokou Adjavodou
- 27°) Koumassi Kokou
- 28°) Doh Kodjovi
- 29°) Bali Kondo
- 30°) Ayawo Bénissan
- 31°) Kagbara Awa
- 32°) Konou Kouwonou Madoula
- 33°) Eso Matagnini
- 34°) Adonsou Hounbonon Messan Agbéméanyo
- 35°) Kpare Otchandja
- 36°) Azote Essohanam
- 37°) Doamekpo Djidjogbé Akofa Ayaovi
- 38°) Assoumatine Adjé
- 39°) Amah Baou Mabaféi
- 40°) Bahena Tombégou Koffi
- 41°) Gounou Lawani Wovozy
- 42°) Gossou Yawa, épouse Edoh
- 43°) Kaya Soso Assimesso
- 44°) Avognon Akossiwa Akpé
- 45°) Aholou Akouvi Massan Xova
- 46°) Ahiale Kokouvi
- 47°) Sanguintaah Bilakinam Kouassi Gnanga
- 48°) Signan Batchassi Batizina
- 49°) Dikewu Kokouvi
- 50°) Tchankpala Ptakina Abra
- 51°) Brassier Rachid Aleme
- 52°) Adekpui Komi Mawulawoé
- 53°) Ragouena Banabaya Baguéma
- 54°) Bataba B. Essohanam
- 55°) Afolá Djigbodi
- 56°) Dahouindji A. Adodo
- 57°) Labitoko Komlan Tila
- 58°) Ouattara Youssof
- 59°) Awoute Yawovi Adjijah

*Catégorie C*

- 1°) Ocloo Kossi Déla
- 2°) Daide Amétowoyona
- 3°) Ouro-Bodi Akpo
- 4°) Afeli Komla S. Adodo
- 5°) Agbeko-Nouwom Koffi
- 6°) Agbemafle Kodzo Dotsè
- 7°) Tchagnaou Ouro-Bang'na
- 8°) Folly Tata
- 9°) Adjogah Kossivi Mensah
- 10°) Todo Koffi
- 11°) Alekedzro Komlan
- 12°) Ahama Kodzo Mawuko
- 13°) Tchaou Koffi
- 14°) Kpessou A. Comlan
- 15°) Adonko Abra Afeafa
- 16°) Mensah-Quam Avédama
- 17°) Atiamor Kokou Mawuko
- 18°) Yodo Koffi
- 19°) Avigan Kokou
- 20°) Apalo Kani Tsotsoké
- 21°) Djaba Yawovi Gbémévo
- 22°) Assih Kossi Paloki
- 23°) Palanga N'na
- 24°) Aguigah Kayi Sika
- 25°) Abotsi Yaovi Dodzi Kpétsi II
- 26°) Adjakly Akoété Atsouvi
- 27°) Nabiou Tchadabalo
- 28°) Adadjo-Binder Akuwa
- 29°) Prince Agbodjan Télé
- 30°) Tekpah-Alohetey Dédégan
- 31°) Lao Ayao
- 32°) Ahenou Kokou
- 33°) Babalula Baw-Banassi
- 34°) Doamekpo Ayao Edouh
- 35°) Dropenou Kodzo Séna
- 36°) Ameyou Sowada
- 37°) Kponor Dossou
- 38°) Kaboure Koffi Kadignénou
- 39°) Adjanakoro Kpantéko
- 40°) Ibrahim Saïbou
- 41°) Boukari Abdoulatif
- 42°) Lawson Latey Etrou
- 43°) Amegnaglo Minontikpo Dodjiko
- 44°) Adjégan Kodjo
- 45°) Assogba Koffi
- 46°) Tchassao Léro
- 47°) Kondo Tété Menyassan
- 48°) Tchamouza Séidou
- 49°) Akpin Kossi
- 50°) Attiglah Mathé
- 51°) Mlagani Komla
- 52°) Idrissou Traoré
- 53°) Djondo Kodjo
- 54°) Lawson A. Sélom
- 55°) Mensah Dédévi Kafui
- 56°) Djaldjal Séidou
- 57°) Falana Soulé Fatiou
- 58°) Tchacondo Ouro-Bossi
- 59°) Gbon Elawoè
- 60°) Sabi Babanam
- 61°) Abi Badaba Périnam
- 62°) Lacle Agnoko Ablodévi Djidjogbé

- 63°) Bako Liba Dambéna
- 64°) Biao Tchafaram
- 65°) Douti Pitinka
- 66°) Assoti Panatéma
- 67°) Adom Kézié Essossimna
- 68°) Wilson Bahun Adjété
- 69°) Lakougnon Préatéma
- 70°) Abdou Mama Tidjani
- 71°) Amouzougan Ayoko Sika
- 72°) Douwourgue Lilitibe
- 73°) Tchassona Kossi
- 74°) Paku Dodzo Sédzodzi Messan
- 75°) Pilibé Damessoni Laré
- 76°) Attiogbe Kodjo
- 77°) Adadé Komivi
- 78°) Douti Tchimbiantja
- 79°) Damali Adjoavi
- 80°) Badjalim Nyansa
- 81°) Koumassi Kouassi
- 82°) Bedu Koffi Elom Nokplim
- 83°) Edoh Komla
- 84°) Lawson Fessou Hétchély
- 85°) Kodjovi Anani
- 86°) Assou Koffivi Alipoé
- 87°) Kpodar Messanvi
- 88°) Amavi Ayi
- 89°) Amouzou Adamavi
- 90°) Ketoglo Komi
- 91°) Agbenouti Kodjo N'Bouaké
- 92°) Paraïso Choukouratou
- 93°) Anato Komla

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

*Catégorie A1*

- 1°) Sampson Koffi Yoffi
- 2°) Alikali Bagna
- 3°) Ahiadzife Dodzi Komla-Kuma
- 4°) Gngamba Tcha-Wiyao Laki
- 5°) Lodonou Afiwa Pépévi, épouse Kpakpo
- 6°) Tchasse Bikanthém
- 7°) Gaba Adama Mawuse
- 8°) Badobenim Attaha
- 9°) Akouète Folivi

*Catégorie A2*

- 1°) Mensah Ahlonko Komlan
- 2°) Djobo Badjidibawi
- 3°) Bonfoh Tighankpa Ounilkpa
- 4°) Ahanogbe Afiwa
- 5°) Alissera Traoré
- 6°) Quadjovie Mitronougnan Awala
- 7°) Fiankou Kwami Enyonam
- 8°) Batandeo Garba
- 9°) Tedie Maké Ahindé
- 10°) Ayéva Tchobodjo
- 11°) Legonou Koffi
- 12°) Longa Akolassa
- 13°) Salako Ayawoni A. Lidi
- 14°) Anate Kouméalo
- 15°) Sodjinou Koffi Yoémoulé



*Catégorie B*

- 1°) Bassabi Morou Zibrihlou
- 2°) Zato Koriko
- 3°) Folitsè Komi Midodzi Aménouvé
- 4°) Barassu Kodjo Agbemebia
- 5°) Atchole Tchilalo Manawessiwe
- 6°) Bamba Bouissa
- 7°) Agbe Komla Ganyon
- 8°) Sambiani Sakintièbe
- 9°) Abeta Soukoun
- 10°) Amegbeto Kossi Agbenyo
- 11°) Koffi Kokouvi Sélom
- 12°) Tabeti Koffi-Kuma
- 13°) Parine Nangui Pouguini
- 14°) Amegadze Komlavi
- 15°) Togbedzi Amouzouvi
- 16°) Amouzouvi Komlan Abalo
- 17°) Ayéva Adéyémi
- 18°) Djato Bassina Napo
- 19°) Troveh Kossi Toviekou
- 20°) Datè Datévi Koffi
- 21°) Bekeyi Kadanga
- 22°) Akpadja Kossi Edzi
- 23°) Ativor Etsè Kossi
- 24°) Amouzouvi Tété
- 25°) Djagba Bonli
- 26°) Azanledji Emili Améyo, épouse Kouditey
- 27°) Signon Akouvi, épouse Touglo
- 28°) Attisoh Folly
- 29°) Kolani Douti
- 30°) Badona Kodjo Pimawè
- 31°) Djoda Kossi
- 32°) Balo Kodjo Ganyo
- 33°) Takouma Ognadon Ayétan
- 34°) Defly Kodjo
- 35°) Omboure Pondikpa Gnon-Batcha
- 36°) Degbeh Messanvi
- 37°) Toninziba Esso
- 38°) Bassi Tchelim
- 39°) Koufodi Yawo

- 40°) Akpedonou Atsu
- 41°) Amuzu Koku Agbewonu
- 42°) Agbanavor Etsè
- 43°) Nassabe Kondo
- 44°) Nam'Ta Kossi
- 45°) Yovogan Somadan Ognandon
- 46°) Galley Kodzo Agbényega
- 47°) Folega Fanfana-Naba
- 48°) Afanou Yao
- 49°) Bambana Balissiwa
- 50°) Nassam Ouro-Sama Tchagandi
- 51°) Ouro-Bodi Méatchi
- 52°) Ntsu Koffi Nenedzo
- 53°) Dzinaku Koku Zemetsi
- 54°) Taffame Koffi Agbékponou
- 55°) Gnozigue Kedenga
- 56°) Medougou Samtina
- 57°) Farouh Makouna
- 58°) Yora Paloukimondom
- 59°) Agode Koffi Senyo
- 60°) Dotche Kouassi
- 61°) N'Zonou Atchèlem
- 62°) Minitamou Adéfaïmbo Donga
- 63°) Kinin Koumédjina
- 64°) Chane-Traoré Larba
- 65°) Neglo Afi Kafui, épouse Sowu

*Catégorie C*

- 1°) Sindjalim Manama
- 2°) Togbetsè Akoua, épouse Adomayakpo
- 3°) Awesso Essossimna
- 4°) Vessou Messan Dzinawo

MINISTÈRE DÉLEGUÉ À LA PRÉSIDENTE  
CHARGE DE L'INFORMATION

*Catégorie A1*

Amouzou Koffi Adjramanoyito.

*N. B.* — Les candidats admis à ce concours signeront un engagement décennal.

